

### **Enjeux d'une extension.**

La question qui nous est posée est, d'après la lettre invitant à la préparation de cet après-midi<sup>1</sup>, la question d' « une éventuelle extension du Collège de la passe » pour élargir le fonctionnement de la procédure à d'autres associations, dans les faits à l'Association pour une école de la psychanalyse. Je vais donc présenter quelques réflexions préliminaires qui visent moins à répondre d'emblée par un « oui ou non » à la question posée qu'à en dégager les implications et les conséquences, et à cerner des présupposés de l'une ou l'autre réponse.

Réfléchissons d'abord sur cette notion d' « extension » et écartons une interprétation purement quantitative de cette extension : il s'agit bien de l'adjonction de deux membres d'une autre association aux sept membres faisant partie de notre École ; mais ce n'est pas d'une simple addition, réalisant pour ainsi dire l'extension du même, qu'il s'agit. Le nouveau Collège n'est pas l'ancien Collège, un peu, mais minoritairement, gonflé par cette adjonction ; le nouveau Collège est toujours le Collège de la passe de l'E.P.S.F. (et cela dans la mesure où 1° ce sont trois A.E. de l'E.P.S.F. qui l'ont nommé, et où 2° ce sont parmi ses membres ceux qui sont membres de l'E.P.S.F. qui désignent les candidats à la présidence de l'E.P.S.F.), mais il est aussi le Collège de la passe d'un ensemble provisoire dans lequel travaillent l'E.P.S.F. et une autre association. Qu'il y ait là motif de reculer ou au contraire d'aller de l'avant, il faut bien voir la portée de notre geste. Toute institution amorçant une ouverture à une autre institution doit savoir qu'elle s'engage à se laisser travailler par la différence que constitue la présence d'un autre et la collaboration avec cet autre.

Donc extension n'est pas reconduction du même, comme s'il était possible que rien ne se passe pour nous et comme si nous pouvions, sans conséquence et sans en être marqués,

---

<sup>1</sup> Réunion du 13 mai 2000 à propos de l'extension du Collège de la passe.

nous élargir à un autre. Cette constatation peut nous faire reculer devant le travail inévitable et devant le risque de l'ouverture, mais il me semble que rien ne serait pire qu'une équivoque laissant croire à l'insignifiance ou à la limitation des risques de cette ouverture. Ce préalable posé, il convient de tirer quelques conséquences.

Je ferai ici une digression qui, comme toute digression, nous conduira au cœur des problèmes. J'évoquerai les débats interconfessionnels qui à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle opposèrent le philosophe protestant Leibniz et le théologien catholique Bossuet : l'objet des débats était l'éventuelle union de leurs deux Églises. Que ces débats n'aient abouti à aucune conclusion institutionnelle importe moins que la nature des questions abordées et la façon dont ils mettaient en lumière les enjeux du projet pour chaque institution. Pour simplifier, on peut dire que l'apport de ces années de débats aigus et souvent passionnés fut de dégager deux conceptions difficilement conciliables de la vérité. L'enjeu était en effet de penser comment deux institutions, estimant chacune, et légitimement, avoir des titres à représenter une position de vérité, donc à être « véritable », pouvaient s'associer, collaborer, participer aux mêmes pratiques sans renoncer à cette position de vérité et en reconnaissant toutefois la vérité de l'autre. Aucune des deux institutions n'aurait pu rester indemne en cas d'une association aussi étroite qu'une union.

Ici le théologien catholique posait la conception d'une vérité totale, réductible à une « définition » (au sens étymologique de la position de « limites »), et à une expression qui, sans reste, en épuiserait la totalité : la vérité serait une, entière, totale, pure, et pourrait (et devrait) être écrite toute.

En face de cette position, dont évidemment je pousse à l'extrême la logique, le philosophe est parvenu à poser sur des bases neuves le problème de la vérité : cela, ce déplacement radical, il le devait à la fois à son génie de mathématicien inventeur du calcul infinitésimal, à sa conception non spatiale de la substance, cette dernière non enserrée dans un

espace mais fondant l'espace par son ordre de coexistence avec les autres substances, enfin il le devait à la substitution qu'il opérait des rapports à la quantité, dépassant ainsi l'opposition vrai/faux.

Il s'agissait dans cet excursus ou cette parabole de quelque chose de différent de la question qui se pose à nous, et cela pour des raisons évidentes, puisqu'il ne s'agit pas aujourd'hui d'union de deux institutions mais d'élargissement d'un élément d'une institution. Néanmoins quelques points de comparaison peuvent être posés : d'abord, malgré les apparences, la non-homogénéité, ce que l'on pourrait appeler l' « impureté » ou la division de chacune des institutions en cause (comme de toute institution, aujourd'hui ou il y a trois siècles) conduit, du seul fait du rapprochement entre institutions, à faire surgir de l'apparent consensus de la quotidienne vie commune cette non-homogénéité, cette impureté de chacune ; chaque institution se voit dans la nécessité de remettre en cause son propre rapport à la vérité jusque là considérée comme acquis ou allant de soi.

Par ailleurs, la notion même de « vérité », cette notion faussement évidente, se trouve travaillée et remaniée : à une conception exclusive du vrai et du faux « définissables » (c'est-à-dire, comme nous l'avons dit, susceptible de limites ou de barrières) se substitue une conception de la vérité qui, non-relative toutefois, n'est plus dite toute, ni fixée dans un énoncé. Cela, Leibniz, philosophe et mathématicien, par l'écart qu'il opérait par rapport à la position traditionnelle des questions dans la théologie, et aussi dans les mathématiques, de son temps, avait pu le réaliser. Des écarts analogues peuvent et doivent aussi nous être nécessaires.

En tout cas, il me semble que la conjoncture actuelle, et quelles que soient les décisions prises, imposera à notre École un travail renouvelé sur notre rapport à la vérité. Déjà des contributions importantes de tel ou tel d'entre nous montrent que les successives élaborations lacaniennes de la « vérité » commencent à être analysées sérieusement. Un refus

de l'extension ou un peureux repli devant l'autre ne nous permettrait pas de poursuivre ce travail ou risquerait, à court terme, d'en rendre vaines les conclusions.

En effet, c'est en ce point précis que s'inscrit la question que nous avons à examiner aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'une association portant sur la participation en commun à des cartels, des colloques, des groupes de travail, des séminaires. Cela n'est pas rien, et cela fonctionne déjà, et cela, je l'espère, se développera ; mais il ne s'agit pas encore là du rapport que peut avoir chacun, et que peut avoir l'École en tant que telle, à la vérité, dans la mesure où ces participations s'accommodent d'une « réserve » et d'une « limite » ou frontière essentielle, exprimée ou invisible. De façon très significative, il s'agit de la passe, c'est-à-dire non pas d'échanges « scientifiques » ou de travail en commun, mais de la procédure qui de deux façons tente de cerner notre rapport à la psychanalyse comme vérité, pour chaque sujet dans la cure le rapport à sa vérité, et pour l'École en tant qu'institution psychanalytique le rapport à la théorie, à la doctrine, comme vérité. C'est donc un rapport à la doctrine de Freud et de Lacan qui est mis ici en position, non pas seulement d'objet de savoir, de recherche « scientifique », mais aussi d'expression de la vérité du sujet et de l'École.

Il faut donc bien comprendre que la question débattue aujourd'hui n'est pas seulement question politique ou mise en place de dispositions pratiques (elle l'est aussi et, de ce point de vue, elle exige une attention rigoureuse à ces dispositions et aux modalités d'application qui nous sont proposées), mais elle me paraît constituer, à parler exactement, un acte, c'est-à-dire un geste engageant pour chacun son rapport à la vérité dans l'analyse, et, par l'acte de chacun, le rapport de l'École, dans son ensemble à cette vérité.

L'enjeu et les conséquences, pour chacun et pour l'École, me semblent donc ainsi se préciser : d'un côté, du point de vue de la doctrine, une problématique du vrai et du faux, de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie, qui n'est pas dépourvue d'efficacité, voire de valeur pédagogique, mais qui montre ses limites dès qu'est élaborée une réflexion sur le sens et la

lecture des textes, sur ce qu'est une exégèse et un travail de commentaire, sur ce qu'est interpréter un texte ; or cette réflexion est menée, et depuis longtemps, en bien des lieux, et nous ne pouvons l'ignorer.

Car de l'autre côté, ce n'est pas l'exclusion réciproque du vrai et du faux, de l'exact et de l'inexact, qui nous attend, mais un travail jamais terminé d'élaboration d'une vérité, à la fois à travers l'expérience du sujet, et à travers aussi la pensée de Freud et celle de Lacan : analyse des textes, chronologie, mise en perspective, etc. Il est étonnant que l'on ait encore peu pris conscience que c'est là la méthode que Freud, et que Lacan, chacun à sa manière, n'ont pas jugé inutile de suivre. C'est par cette nécessité ouverte d'un travail que l'extension envisagée ne sera pas reconduction du semblable ou extension purement quantitative, mais un acte véritable.